



République du Bénin
Ministère des Enseignements Secondaires et de la Formation Professionnelle

**ETAT DES LIEUX DES NORMES
DE QUALITE DU SERVICE
PUBLIC DANS LE SOUS-
SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE, TECHNIQUE ET
PROFESSIONNELLE**

Novembre 2022

RAPPORT PRODUIT PAR LE GROUPE
TECHNIQUE DE TRAVAIL DU MINISTERE
DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

Avec le soutien du Programme Redevabilité – phase 2

**Groupe Technique de Travail sur les normes
et standards de qualité**

Président/e :

Rapporteur :

SOMMAIRE

I. Contexte et spécificités du MESTFP	3
II. Principaux services et produits offerts aux citoyens	5
III. Cartographie des parties prenantes	1
IV. Mécanismes/cadres de redevabilités existants	1
1. Transparence/disponibilité de l'information	1
2. Participation des parties prenantes	1
3. Le suivi-évaluation/contrôle administratif et capitalisation.....	2
4. L'existence de procédures de réclamation/réparation.....	2
V. Conclusion	2
VI. Annexe.....	4



Photos : Séance de travail du GTT/MESTFP le 31 mai 2022

Sigles, acronymes et abréviations

APC	Approche par Compétence
CFP	Centre de Formation Professionnelle
DACUM	
DAPLN	
DDESTFP	Direction Départementale de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel
DEFI PRO	
DGEOCS	Direction Générale de l'Evaluation et de l'Observatoire du Changement Social
DDC	Direction du Développement et de la Coopération
EFPEEN	
EMN	Ecole des Métiers du Numérique
FAAPLM	
FeRCAB	Fédération des Radios Communautaires et Assimilées du Bénin
FoSIR	Fonds de Soutien aux Initiatives de Redevabilité
GPISA	Partenariat Mondial pour la Redevabilité Sociale
IGF	Inspection Générale des Finances
IGM	
IGSJ	Inspection Générale des Services Judiciaires
INIFRCF	
MdSC	Maison de la Société Civile
MDC	Ministère du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale
MDGL	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
MdSC	Maison de la Société Civile
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEM	Ministère de l'Energie et des Mines
MEMP	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MESTFP	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la FP
MJL	Ministère de la Justice et de la Législation
MISP	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
MS	Ministère de la Santé
OCOA	Organes de Contrôle de l'Ordre Administratif
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OSC	Organisation de la Société Civile
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PALIRED	Programme d'Appui à la Lutte contre l'Impunité et au Renforcement de l'État de Droit au Bénin
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SWB	Social Watch Bénin
WANEP	Réseau Ouest Africain pour l'édification de la Paix
UGP	Unité de Gestion du Projet/Programme

Composition du GTT

I. Contexte et spécificités du MESTFP

Le Programme Redevabilité, objet de l'accord de programme n° 7F-08968-02 du 30 mai 2020 entre la Coopération Suisse et le Bénin, vise la création d'un environnement où les organisations de la société civile, les citoyens et les médias interagissent avec les pouvoirs publics pour offrir de meilleurs services de base aux populations.

Après la phase 1, la phase 2 du Programme Redevabilité prend en compte le secteur de l'éducation. L'objectif visé est formulé comme suit : « **Les citoyens jouissent de plus en plus de leurs droits socio-économiques et politiques grâce à la systématisation de la demande et de l'offre de redevabilité et à l'efficacité des institutions de régulation et de contrôle** ».

Ce programme est en phase avec la mission du Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP), qui œuvre pour la réalisation et la valorisation de la personne humaine, en assurant l'accès équitable à l'éducation, à la culture et à la formation. Sa mission est des plus étendues au regard de ses bénéficiaires : les citoyens de toutes les catégories sociales sans distinction de race, de sexe ou de religion et de toutes les tranches d'âge (au-delà de la douzième année, âge réglementaire pour la classe de 6ème).

En vertu des différents décrets qui fondent son existence juridique, le MESTFP met en œuvre et suit la politique générale de l'Etat en matière d'enseignement secondaire, technique et de la formation professionnelle conformément aux conventions internationales, aux lois et règlements en vigueur en République du Bénin. A ce titre, il :

- Détermine les objectifs d'assurance qualité de l'enseignement secondaire, de la formation technique et professionnelle conformes aux orientations du gouvernement et aux besoins de l'économie ;
- Établit, rationalise et met en œuvre la carte scolaire en liaison avec les autorités compétentes et les collectivités locales ;
- Élabore les programmes d'incitation à la scolarisation, notamment celle des filles, des personnes défavorisées et à besoins spécifiques ;
- Développe l'éducation civique et citoyenne, physique et les activités culturelles, en collaboration avec les ministères concernés ;
- Recherche le financement public ou privé, et priorise les investissements afin de développer des structures modernes, intégrées aux établissements, adaptées et interconnectées pour développer le savoir et les connaissances professionnelles, orienter et accompagner efficacement l'amélioration des compétences des apprenants ;
- Agrée, normalise et promeut les matériels didactiques, les manuels scolaires et autres équipements ;
- Détermine les normes, les conditions de formation initiale et continue des formateurs ;
- etc.

Il est donc dévolu au MESTFP, la mission de mettre en place un système éducatif moderne, performant et inclusif. Les actions du MESTFP sont orientées vers l'amélioration de la qualité et de l'offre éducative conformément à l'axe 2 pilier 5 du Programme d'Actions du Gouvernement 2021-2026 (PAG). Elles s'arriment tout aussi aux orientations stratégiques nationales présentées dans les documents de politique nationale que sont : le Plan National de Développement 2018-2025 (PND), le Plan de décentralisation et de déconcentration (Plan 2D), les Objectifs de Développement Durable (ODD), le Plan Sectoriel de l'Education Post 2015 (2018-2030) et la Strategie Nationale de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP).

Pour accomplir convenablement sa mission, le Ministère s'appuie sur ses structures techniques et deux agences de mise en œuvre à savoir :

- L'Agence pour la Construction des Infrastructures du Secteur de l'Education (ACISE) qui a pour attributions, la conception, l'exécution, le contrôle et le suivi-évaluation des programmes, projets et travaux de construction, d'aménagement ou de gestion d'équipements scolaires et universitaires.
- L'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET) qui poursuit trois principaux objectifs. Le premier est de coordonner la réalisation des études, la mise en place d'infrastructures et des équipements de formation adéquats. Le deuxième objectif est relatif à l'élaboration des programmes de formation adaptés aux besoins du marché du travail, la formation des enseignants/formateurs de qualité ; et le troisième à l'institutionnalisation d'une gouvernance de l'EFTP pouvant permettre d'assurer une formation de qualité aux jeunes béninois, garantissant ainsi leur employabilité.

Plusieurs textes encadrent la gestion du MESTFP. Ces textes qui retracent les normes et standards dans la fourniture du service public, sont recensés et catégorisés en grands domaines. En effet, le cadre législatif et réglementaire du MESTFP est constitué de plusieurs textes (lois, décret, arrêtés, lettres circulaires, note de services) dénombrés dans les archives du Secrétariat Général du Ministère (SGM), de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) et de la Direction de l'Enseignement Secondaire Général (DESG) et ceux des différentes structures du ministère. Ces différents documents ont été traités et répertoriés en neuf (09) domaines normés avec quatre-vingt-dix-huit (98) principaux textes exploitables (voir annexe).

II. Principaux services et produits offerts aux citoyens

La typologie des principaux services et produits offerts aux populations et les textes et réglementations sous-jacentes sont présentés dans le tableau ci-après. Une identification des articles pertinents, énonçant les normes et standards de qualité est faite.

Tableau 1 : La typologie des principaux services et produits offerts aux populations

Structure	Services et produits	Normes et standards	Articles pertinents¹	Observations
INIFRCF	Élaboration des curricula pour la formation des formateurs dans l'ESGFTP en appui aux structures publiques et/ou privées qui interviennent dans la formation à divers métiers	Approche harmonisée des méthodes OIF et DACUUM d'élaboration des curricula	<i>A remplir</i>	- Nécessité de développer les compétences disponibles de manière à obtenir de nouveaux méthodologies à l'interne - Nécessité de renforcer l'INIFRCF en termes de compétences, matériel et ressources financières
	Renforcement des capacités des formateurs	Décret 2014-360 du 16 juin 2014 portant AOF de l'INIFRCF	<i>A remplir</i>	- Textes de base utilisés également pour l'élaboration des curricula
		Décret 2016-427 du 20/07/2016 portant AOF du MESTFP	<i>A remplir</i>	
EFPEEN	Formation et documentation	1. AOF du MESTFP 2. Statuts de l'EFPEEN 3. Décret portant statuts particuliers des enseignants du second degré 4. Arrêté interministériel portant règlement pédagogique de l'EFPEEN 5. Arrêtés interministériels instituant le CAIESG, le CAIEPS, le CAIET, le CAIP, le CAFCP EMP, les programmes d'études, etc.	<i>A remplir</i>	- Les nouveaux statuts de l'EFPEEN ont omis l'importante attribution de la formation continue des personnels d'encadrement de l'éducation nationale sans l'attribuer à une autre institution du ministère, ce qui crée un problème institutionnel à résoudre à tout prix.
DDESTFP ATLANTIQUE ZOU COLLINES COUFFO MONO	*Délivrance des actes de carrières	ANNEE 2017N°145/MESTFP/DC/SGM/D DESTFP/DPIQ/SA/103SGG17 DU 29 DECEMBRE 2017 PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET	<i>A remplir</i>	
	Commandes des attestations de BEPC, CAP et DT		<i>A remplir</i>	

¹ Il s'agit des articles pertinents énonçant les normes et standards

Structure	Services et produits	Normes et standards	Articles pertinents ¹	Observations
		DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
DDESTFP DONGA	Mise en œuvre des plans sectoriels de formation continue et d'animation pédagogique, Suivi de la qualité et de la mise en œuvre efficace et efficiente des stratégies d'enseignement/apprentissage/évaluation, Orientation optimale des élèves et apprenants du département, Surveillance de l'exécution des programmes d'études officiels dans les établissements privés, Promotion de la scolarisation, des activités culturelles et sportives pour tous, notamment pour les enfants à besoins spécifiques, Répartition optimale du personnel mis à disposition, Production de statistiques sur les données de l'ESTFP, Suivi de la qualité de la gouvernance scolaire aux plans administratif, pédagogique, financier et comptable, Délivrance de pièces administratives, Enquêtes et vérifications, Assistance technique et appui-conseil aux communes.	Arrêté portant AOF des DDESTFP	<i>A remplir</i>	- Les ressources matérielles sont insuffisantes et parfois ne sont pas de bonnes qualités Insuffisance de compétences des cadres de la Direction en matière statistique-planification Insuffisance de ressources financières pour l'exécution de certaines activités du PTA objets de plaintes des usagers/clients du sous-secteur dans le département
		Stratégies nationales de relance des secteurs de l'ESG et de l'EFTP Manuel de procédures administratives, financières, comptables et du matériel des DDESTFP Cartographie des risques de la DDESTFP et plan de mitigation	<i>A remplir</i>	
DAPLN	-mettre en place de nouvelles offres éducatives basées sur l'alphabétisation et la promotion des langues nationales à travers la création et l'encadrement des centres publics et privés pour les artisans	-arrêtés	<i>A remplir</i>	-
	-accompagner les communes et autres institutions dans des actions de promotion des langues nationales	-lois	<i>A remplir</i>	
	-faire les cours accélérés en alphabétisation et promotion des langues nationales aux acteurs des structures déconcentrées de l'Etat	- guides	<i>A remplir</i>	

Structure	Services et produits	Normes et standards	Articles pertinents ¹	Observations
DDESTFP OUEME	Mise en œuvre des plans de formation et d'animation pédagogique; orientation des élèves; suivi de la qualité des stratégies d'animation; surveillance des programmes de formation; définition de la carte scolaire; promotion de la scolarisation; promotion des activités culturelles et sportives pour tous. Gestion du personnel enseignant; production des statistiques des élèves, des infrastructures, des équipements, du personnel enseignants et administratif; contrôle de proximité de la gestion administrative, financière et comptable	Arrêté 145 des (CAOF-DDESTFP) Arrêté 124(BEPC par compétence) Arrêté 012(passage - redoublement circulaire 352 Décret 2007-279(création et fonctionnement des établissements privés Loi N°2022-01 Loi cadré sur l'ETFP Arrêté 154(sanction pour violences sexuelles) Arrêté 129 charge horaire hebdomadaire des professeurs Arrêté 131(prime et indemnités aux personnels administratifs Arrêté 467(Divers conseil) Arrêté 030 (Encadrement des HS) Arrêté 49(fonction des PP) Arrêté 050(fonction des AE) Arrêté Règlement Intérieur Arrêté 148 (Taux de contribution ETFP) Arrêté de contribution (ESG)	<i>A remplir</i>	- Nécessité de relire des différents textes pour les mettre en phase avec les exigences des réformes. Nécessité de doter les DDESTFP de moyens roulants
DDESTFP LITTORAL	Répercussion et suivi de l'exécution des instructions au niveau des Établissements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle	Principaux textes régissant le fonctionnement des ESTFP	<i>A remplir</i>	- Nécessité de renforcement de capacité des acteurs
	Établissement de certains actes aux enseignants ; Délivrance des autorisations de stage et d'intervention aux ONG et autres partenaires dans les établissements ; Organisation de différents examens (BEPC, CQM et CAP) ; Règlement des contentieux.		<i>A remplir</i>	

Structure	Services et produits	Normes et standards	Articles pertinents ¹	Observations
FAAPLN	Mise à disposition de ressources financières aux OPA et facilitateurs pour la mise en œuvre des activités d'alphabétisation	Loi n° 2020-20 du 02 septembre 2020 Décret n° 2016-015 du 30 janvier 2016	A remplir	-
			A remplir	
IGM	Audits, Enquêtes, vérifications, Appuis conseil, Etudes et évaluations des politiques et programmes	Normes d'audit, de vérification, de contrôle et d'investigation	A remplir	- Les ressources matérielles ne sont insuffisantes et parfois ne sont pas de bonnes qualités-Insuffisance de compétences des auditeurs en matière d'audit et d'investigation/enquête-Insuffisance de ressources financières pour l'exécution des missions d'enquêtes et d'investigation objets de plaintes des usagers/clients du sous-secteur
			A remplir	- Recommandations : - Doter l'Inspection Générale du Ministère en moyens matériels et financiers adéquats et suffisants-Réaliser des renforcements des capacités techniques des auditeurs en matière d'audit, d'investigation et d'enquête
DEFI PRO	Construction/réhabilitation des infrastructures de l'EFTP aux standards recommandés Équipements des lycées et CFP bénéficiaires en matériels et machines didactiques	Norme et standards recommandés en EFTP	A remplir	- Respecter rigoureusement la feuilles de route du projet pour une bonne mise en œuvre de toutes activités du projet dans le délai
			A remplir	
EMN	Formations pratiques aux divers métiers du numérique	Normes et standards internationaux	A remplir	- Les ressources matérielles et logistiques sont insuffisantes - Insuffisance de ressources financières pour l'étude et le déploiement des curricula de formation
			A remplir	- Recommandations : - Doter l'École de moyens financiers suffisants - Négocier des financements pour réussir la mission de l'usage généralisé du numérique sur le plan national

III. Cartographie des parties prenantes

Plusieurs parties prenantes concourent à la réalisation des objectifs du sous-secteur enseignement secondaire et formation technique et professionnelle. A l'interne, les acteurs qui interviennent sont : Le Ministre de tutelle, le Cabinet du Ministre, le Secrétariat Général du Ministère, l'Inspection Générale du Ministère, les Directions centrales et techniques du Ministère, les Opérateurs privés en alphabétisation, les Mairies (Coordonnateur communal d'alphabétisation), les enseignants ; le Bureau APE et autres Parents d'élèves, les élèves, les Chefs d'Etablissement, les Censeurs Adjointes, les Surveillants Généraux, les Surveillants Généraux Adjointes, les Comptables etc.

A l'externe on a : la Présidence de la République (PR-SGPR-BAI), l'Inspecteur Général des Finances, les usagers ; les Partenaires privés intervenant dans le domaine du numérique, les structures décentralisées de l'Etat, le MEF, le MEMP, le MDC, le MTFP etc.

IV. Mécanismes/cadres de redevabilités existants

Le MESTFP dispose de quatre (04) mécanismes internes/externes de redevabilité. Les quatre dispositifs clés fonctionnels dans ce sens sont :

1. Transparence/disponibilité de l'information

Par le biais de ses services de suivi-évaluation et de la gestion du système d'information, le MESTFP collecte, traite et diffuse toutes les informations nécessaires à une réflexion prospective et stratégique dans les domaines de compétence du ministère, notamment par rapport aux attentes et aux besoins des usagers/clients. Mieux, le MESTFP s'est doté d'une plateforme web de gestion du sous-secteur (EducMaster) accessible à tous les usagers. Elle constitue un outil de pilotage et la porte d'entrée du Système Intégré de Gestion de l'Education (SIGE) en cours de construction. La Loi Organique 2013-14 du 27 septembre 2013 portant Loi des Finances (LOLF), fait obligation aux ministères d'élaborer le Rapport Annuel de Performance (RAP). Ce rapport constitue l'instrument de reddition des comptes du Ministère et met l'accent sur les niveaux de réalisation physique et financière des activités et projets, l'analyse des écarts constatés et les actions correctives à envisager.

2. Participation des parties prenantes

En vertu des dispositions de l'article 92 du décret n°2016-427 du 20 juillet 2016, il est institué au sein du ministère une revue trimestrielle. La revue trimestrielle réunit toutes les parties prenantes notamment, les membres du cabinet du Ministre, le secrétaire général du ministère et son adjoint, les directeurs centraux et techniques, les directeurs des Organismes sous tutelle, les directeurs départementaux, les chefs de programmes et projets, les chefs de service, les points focaux et les représentants du personnel et les partenaires sociaux, les représentants des associations des parents d'élèves, les **représentants des usagers/clients**, la société civile, et les représentants des organismes de lutte contre la corruption. Elle se tient une (01) fois par trimestre et constitue le cadre de revue périodique de performance du ministère par rapport à la mission et aux objectifs sectoriels. C'est la plus grande instance de redevabilité du sous-secteur. Elle statue sur les progrès enregistrés, les difficultés rencontrées, les leçons apprises et les perspectives.

En outre, chaque structure dispose d'un comité de Direction (CoDir). Le CoDir constitue un espace de redevabilité où on analyse les progrès réalisés dans la conduite des activités de la structure. Il permet aussi de statuer sur les performances réalisées ainsi que les goulots à l'atteinte des objectifs de la structure.

3. Le suivi-évaluation/contrôle administratif et capitalisation

Le dispositif de suivi-évaluation du MESTFP fonctionne par le biais du service en charge du suivi-évaluation/capitalisation des interventions dans le sous-secteur. Il est chargé de :

- Animer les processus d'analyse, de planification, de suivi-évaluation et de capitalisation au sein du ministère ;
- Élaborer, suivre et évaluer en collaboration avec le Cabinet du Ministre et le Secrétariat général du ministère, les plans stratégiques et opérationnels du ministère ;
- Élaborer, en collaboration avec les directions techniques, les Directions départementales, les collectivités locales et les organismes sous tutelle, les programmes et projets du ministère ;
- Élaborer, suivre et évaluer les documents de programmation pluriannuelle de dépenses ;
- Mettre en place une base de données et un dispositif de collecte et de traitement des informations pour soutenir le processus de planification, de mise en œuvre des actions, de suivi-évaluation et de capitalisation au sein du ministère.

4. L'existence de procédures de réclamation/réparation

En matière de réclamation, outre la possibilité donnée aux usagers/clients d'adresser directement leurs requêtes au Ministre en charge du sous-secteur, il est institué par décret n° 2019 -457 du 16 octobre 2019, une commission administrative paritaire (CAP). La CAP est compétente en matière de dialogue social et dans le cadre de la prévention des conflits. Elle constitue également une instance de recours en matière de contestation de notes.

V. Conclusion

Les mécanismes de redevabilité existent au MESTFP mais se limitent à :

- Elaboration des rapports d'activité adressée au SGM ;
- Organisation des revues trimestrielles de performance ;
- Elaboration du rapport annuel de performance ;
- Audits, Enquêtes, vérifications ;
- Appuis conseil ;
- Évaluations des politiques et programmes.

Ces mécanismes tirent leurs sources de l'arsenal juridique du sous-secteur. En effet, à l'instar des autres sous-secteurs de l'éducation, le MESTFP dispose d'un cadre législatif, réglementaire qui lui permet d'assurer le pilotage du sous-secteur. Ces textes ne sont pas toujours connus des utilisateurs. Les normes les plus connues par les usagers, en particulier les promoteurs d'établissements privés sont celles relatives aux infrastructures et équipements (construction de salles de classe, d'ateliers et acquisitions d'équipements techniques), aux programmes scolaires et matériels pédagogiques (curricula, guide d'apprentissage, documents de l'apprenant, etc..) et à la formation et la qualification des enseignants et aux Processus d'enseignement-apprentissage- évaluation (APC, DACUM, OIF).

Notons que la pluralité de ces textes, leur caractère épars, leur instabilité ainsi que les dysfonctionnements observés dans leur mise en œuvre constituent un handicap pour un meilleur pilotage de l'ESFTP. En plus des dysfonctionnements liés à l'incohérence, la caducité et l'inadaptabilité des textes, il est aussi observé de difficultés de prise en charge efficace des attributions au niveau de certains responsables. Ce qui induit une faible performance de l'exécution du PTA des structures.

Il en découle une nécessité de renforcer le cadre législatif du MESTFP en vue d'une mise en lumière des normes et standards.

Compte tenu des réformes en cours dans le sous-secteur de l'ESFTP, principalement avec la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'EFTP et l'élaboration en cours de la Stratégie de l'ESG, le besoin d'actualiser ou de contextualiser certains textes et la prise d'autres textes en arrimage avec les orientations de la Stratégie sont nécessaires. Ainsi, les actions suivantes sont envisagées :

- Sensibilisation des cadres en service au MESTFP et des usagers à l'appropriation des textes et normes du sous-secteur ;
- Sensibilisation des cadres en service au MESTFP sur les concepts de normes, standards, redevabilité ;
- Élaboration d'un guide des usagers sur les services offerts par le MESTFP ;
- Renforcement de capacités des cadres en service au MESTFP sur les nouvelles procédures ainsi que leurs obligations ;
- Vulgarisation des principaux textes, lois, arrêtés, Stratégie EFTP et ESG, Loi -cadre EFTP,
- Mise en place et appropriation des mécanismes de redevabilité par structure.

VI. Annexe

L'arsenal législatif et réglementaire du MESTFP est constitué d'une multitude de textes. Une analyse de ces textes montre que leur pluralité, leur caractère épars, leur instabilité ainsi que les dysfonctionnements observés dans leur mise en œuvre constituent un handicap sérieux au bon pilotage du sous-secteur. Ces dysfonctionnements sont générés par la caducité de certains textes, le défaut de prise en compte des spécificités des établissements privés, l'absence ou l'insuffisance de textes destinés à régir certains domaines clés (compétences des apprenants, utilisation des TICE, inclusion des personnes à besoins spécifiques et gestion des classes sportives) etc.

La caducité des textes se réfère à l'existence de certains textes encadrant la gestion du MESTFP, qui ne prennent pas en compte les évolutions induites par les réformes dans le sous-secteur. C'est le cas par exemple de la loi n° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant Orientation de l'Education Nationale en République du Bénin qui ne prend pas en compte l'extension de l'éducation de base jusqu'en classe de troisième voire en terminale et du décret n°2004-627 du 10/11/2004 portant transfert de certaines attributions du Ministre chargé de la fonction publique aux Ministres en charge de l'éducation nationale en matière de gestion des personnels enseignants au Bénin. En effet, malgré le décrochage officiel intervenu depuis des années, le ministère de la fonction publique continue de gérer le personnel du MESTFP en dehors des spécificités liées à ce corps. L'ensemble de ces textes ainsi que les domaines couverts est présenté dans le tableau synthèse ci-après :

N°	Typologie	Références	Objet	Domaine	Observations
1	Ordonnance	71-28/1971	Loi d'orientation de l'éducation nationale	Gouvernance	
2	Ordonnance	73-25/1973	Réorganisation et fonctionnement des services centraux du MEN, Culture, Jeunesse et sport	Gouvernance	
3	Ordonnance	75-30/ du 23 juin 1975	Orientation de l'éducation nationale	Gouvernance	
4	Loi	2003-17 du 11/11/2003	Orientation de l'éducation nationale en RB	Gouvernance	
5	Loi	2005-33 du 06/10/2005	Modification de la loi 2003-17 du 11/11/2003 portant orientation de l'EN en RB	Gouvernance	
6	Décret	90-146 du 29/06/1990	Création AOF du MEN	Gouvernance	
7	Décret	93-11 DU 19/05/1993	AOF du Ministère de l'Education Nationale	Gouvernance	
8	Décret	94-89 du 11/04/1994	Modification de l'AOF du MEN	Gouvernance	
9	Décret	95-354 du 14/11/1995	Organisation et fonctionnement de l'INFRE	Gouvernance	
10	Décret	96-555 du 06/12/1996	Organisation et fonctionnement de l'INJEPS	Gouvernance	
11	Décret	2004-627 du 10/11/2004	Transfert de certaines attributions du Ministre chargé de la Fonction publique au ministre en charge de l'éducation nationale en matière de gestion des personnels enseignants au Bénin	Gouvernance	
12	Décret	2009-139 du 30/04/2009	Création AOF du CNE	Gouvernance	
13	Décret	2010-634 du 31/12/2010	Portant AOF du CFPEEN	Gouvernance	
14	Décret	2015-483 du 07/09/2015	Portant AOF du CNE	Gouvernance	
15	Décret	2018-208 du 06/06/2018	Abrogeant le décret 2015-483 du 07/09/2015 portant AOF du CNE	Gouvernance	

N°	Typologie	Références	Objet	Domaine	Observations
16	Décret	2018-395 du 29/08/2018	AOF du CNE	Gouvernance	
17	Arrêté	2016-131 du 24/03/2016	Portant modalités d'octroi de primes et indemnités aux personnels administratifs et de service et de soutien des établissements ESGTP	Gouvernance	
18	Arrêté	2016-152 du 31/03/2016	Normes de création des postes administratifs dans les établissements publics d'ESG, ETFP et charges horaires hebdomadaire...	Gouvernance	
19	Règlement intérieur	2016-156 du 31/03/2016	Règlement intérieur des Etablissements d'ESG et ETFP	Gouvernance	
20	Arrêté	2016-417 du 09/11/2016	Règlement pédagogique de l'Ecole de Formation des personnels d'Encadrement de l'éducation	Gouvernance	
21	Arrêté	2017-105 du 27/10/2017	AOF IGM	Gouvernance	
22	Arrêté	2017-107 du 27/10/2017	AOF DESG	Gouvernance	
23	Arrêté	2017-108 du 27/10/2017	AOF DIPIQ	Gouvernance	
24	Arrêté	2016-129 du 24/03/2016	Charge horaire hebdomadaire des professeurs d'ESG et ETFP	Gouvernance	
25	Arrêté	2016-155 du 31/03/2016	Attributions, modalités et conditions d'exercices des fonctions de professeur principal dans les établissements d'ESGT	Gouvernance	
26	Arrêté	2016-151 du 31/03/2016	Fixation des normes de référence et stabilisation des effectifs des apprenants dans les établissements de l'ESG et l'ETFP	Gouvernance	
27	Arrêté	2017-049 du 09/05/2017	Attributions, modalités et conditions d'exercices des fonctions de professeur principal dans les établissements d'ESGT	Gouvernance	
28	Arrêté	370	Règlementation de la politique des mutations du personnel enseignant	Gouvernance	Papier
29	Arrêté	123	Organisation et gestion des projets d'établissement en République du Bénin	Gouvernance	Papier
30	Arrêté	5	Charge horaire hebdomadaire des professeurs de l'enseignement secondaire général et réglementation de l'animation pédagogique	Gouvernance	
31	Arrêté	4	FIXANT LES AVANTAGES FINANCIERS ACCORDES AUX APE EN FORMATION SANS BOURSE DANS LES ETABLISSEMENTS DE FORMATION PROFESSIONNELLE	Gouvernance	
32	Arrêté	47	REGLEMENTATION DU PARC AUTOMOBILE DU MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE ET SECONDAIRE	Gouvernance	
33	Arrêté	160	Institution des journées pédagogiques de réflexion et de concertation des enseignants des établissements scolaires publics en République du Bénin	Gouvernance	

N°	Typologie	Références	Objet	Domaine	Observations
34	Arrêté	121	Fixation des diverses primes dans les établissements publics de l'enseignement secondaire et de la formation technique et professionnelle du Bénin	Gouvernance	Papier
35	Arrêté	122	Fixation du taux horaire des heures supplémentaires et des heures de vacation dans les établissements de l'enseignement secondaire et de la formation technique et professionnelle du Bénin	Gouvernance	Papier
36	Arrêté	177	CREATION, ATTRIBUTIONS ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE PILOTAGE DE L'INTRODUCTION DES LANGUES NATIONALES DANS LE SYSTEME EDUCATIF FORMEL	Gouvernance	
37	Arrêté	316	Organisant l'attribution des Récompenses au ministère de l'enseignement Secondaire de la Formation Technique et Professionnelle	Gouvernance	Papier
38	Arrêté	257	Normes de références de création des postes de censeurs, censeurs adjoints, surveillants généraux, surveillants généraux adjoints et gestionnaires comptables ainsi que de la charge hebdomadaire d'enseignement des personnels administratifs et pédagogiques des établissements publics d'Enseignement Secondaire Général	Gouvernance	Papier
39	Arrêté	268	Fixation des taux de contributions scolaires dans les lycées et collèges publics d'Enseignement Secondaire Général	Gouvernance	Papier
40	Arrêté	467	Création, attributions et fonctionnement des divers conseils ESG-ETF	Gouvernance	
41	Arrêté	402	Attributions et modalités de nominations des responsables pédagogiques, administratifs et financiers des établissements des enseignements secondaire général, technique et professionnel	Gouvernance	
42	Arrêté	145	AOF des Directions Départementales des Enseignements Secondaire, Techniques et de la Formation Professionnelle	Gouvernance	
43			Dialogue social	Gouvernance	A rechercher
44	Décret	Décret N° 2018-095 du 30/03/2018	Approbation des statuts de l'ACISE	Infrastructures et équipements	
45	Décret	Décret N° 2007-279 du 16/06/2007	Fixant les conditions générales de création ou d'ouverture, d'extension, de scission, de gemination, de transfert, de fermeture, de changement de dénomination, et de fonctionnement des établissements	Infrastructures et équipements	

N°	Typologie	Références	Objet	Domaine	Observations
			privés des enseignements maternel, primaire et secondaire général		
46	Arrêté	Arrêté N° 2013 N°288 /MESTFPRIJ/DC/SGM/DPP/SA du	Attribution, organisation et fonctionnement du Conseil Consultatif National de l'Enseignement Secondaire Général, de la Formation Technique et Professionnelle	Infrastructures et équipements	Papier
47	Arrêté	Arrêté N° 2016/N° 130 du 24/03/2016	Conditions de réalisation d'infrastructures scolaires sur financement propre des établissements publics de l'Enseignement Général au Bénin	Infrastructures et équipements	
48	Document	2012	NORMES ET PLANS STANDARS DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES AU BENIN	Infrastructures et équipements	Papier
49	Décret	Décret N° 98-195 du 11/05/1998	Statut particulier des corps des personnels de l'enseignement de l'éducation physique et sportive	Formation et qualification enseignants	
50	Décret	N° 2001-243 du 16/07/2001	Extension de certaines dispositions du décret 97-532 du 28/10/1997	Formation et qualification enseignants	Recherche le décret 97-532 du 28/10/1997
51	Décret	N° 2002-569 du 31/12/2002	Portant statut particulier des Corps des Personnels de l'Education surveillée	Formation et qualification enseignants	
52	Décret	N°2015-593 du 21/11/2015	Portant statut particulier des Corps des Personnels enseignants de l'enseignement du 1er degré	Formation et qualification enseignants	
53	Décret	N° 2015-592 du 21/11/2015	Portant statut particulier des Corps des Personnels enseignants de l'enseignement du 2nd degré	Formation et qualification enseignants	
54	Décret	N°2010-634 du 31/12/2009	Portant AOF du CFPEEN	Formation et qualification enseignants	
55	Décret	N°2015-461 du 07/09/2015	Portant AOF du EFPEEN	Formation et qualification enseignants	
56	Arrêté	N°2016-153 du 31/03/2016	Portant attributions, modalités et conditions d'exercice des fonctions d'animateurs d'établissements dans les ESGTP	Formation et qualification enseignants	Abrogée
57	Arrêté	Arrêté N°2016-159 du 05/04/2016	Portant modalités de recrutement et d'emploi des enseignants vacataires des ESGTP	Formation et qualification enseignants	
58	Arrêté	Arrêté N° 2017-050 du 09/05/2017	Portant attributions, modalités et conditions d'exercices des fonctions de l'animateur d'établissement dans les ESGT	Formation et qualification enseignants	
59	Arrêté	Arrêté N° 2002-50	Portant modalités de recrutement et d'emploi des enseignants vacataires de l'enseignement secondaire	Formation et qualification enseignants	
60	Arrêté	Arrêté N°2003-5278	Portant modalités de recrutement et d'emploi des enseignants vacataires des enseignements secondaires général, technique et professionnel	Formation et qualification enseignants	
61	Arrêté	Arrêté N° 2002-223	INSTITUANT LE CONCOURS PROFESSIONNEL DONNANT ACCES AU CORPS DES PROFESSEURS	Formation et qualification enseignants	

N°	Typologie	Références	Objet	Domaine	Observations
			CERTIFIES DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE		
62	Arrêté	Arrêté N° 2004-58	ORGANISATION DE LA FORMATION DES PROFESSEURS ADJOINTS TITULAIRES DU B.A.P.E.S. DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE INTEGREE	Formation et qualification enseignants	
63	Arrêté	Arrêté N° 134/MESTFP du 26 octobre 2018	Réglementation de la vacation dans les établissements publics des enseignements secondaires général, technique et de la formation professionnelle	Formation et qualification enseignants	
64	Arrêté	Arrêté N° 029/MTFP du 15/05/2019	Institution des Certificats d'aptitude à l'inspection de l'enseignement du second de degré	Formation et qualification enseignants	
65	Lettre	Lettre N°758/MESTFP du 31/07/2017	Profil et processus de recrutement des vacataires dans les établissements publics des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle	Formation et qualification enseignants	Papier
66	Circulaire	Cir 0343 du 2002	REGLEMENTATION DU PROGRAMME D'ACTIVITES DES TACHES A ACCOMPLIR DURANT LES SEANCES D'ANIMATION PEDAGOGIQUE	Formation et qualification enseignants	Papier
67	Décret	Décret N° 2014-360 du 16 juin 2014	Création, attribution, organisation et fonctionnement de l'INFRCF	Programmes et matériels péda	
68	Décret	Décret N°2015-461 du 07/09/2015	Portant AOF du EFPEEN	Programmes et matériels péda	
69	Arrêté	Arrêté N° 2018-97 du 03/07/2018	Listes officielles des manuels scolaires autorisés pour les années 2018-2019 et 2019-2020	Programmes et matériels péda	
70	Arrêté	Arrêté N° 2017-038 du 24/03/2017	Changement de dénomination et réaménagement de programmes de discipline des ESTFP	Programmes et matériels péda	
71	Arrêté	Arrêté N° 2017-108 du 27/10/2017	AOF DIPIQ	Programmes et matériels péda	
72	Programme		https://educmaster.com/guides-programmes-0	Programmes et matériels péda	
73	Liste des fournitures scolaires			Programmes et matériels péda	Papier
74	Arrêté	Arrêté N° 2016-002 du 06/01/2017	Fixant les conditions de passage, de redoublement et d'exclusion dans les lycées et collèges d'Enseignement Secondaire Général	Processus enseign appren éva	
75	Arrêté	Arrêté N° 2017-050 du 09/05/2017	Attributions, modalités et conditions d'exercice des fonctions d'animateurs d'établissement dans les établissements d'Enseignement Secondaire Général et Technique.	Processus enseign appren éva	
76	Arrêté	Arrêté N°123/MESTFP du 08/12/2017	Attributions, Organisation et fonctionnement de la Direction des Examens et Concours	Processus enseign appren éva	
77	Circulaire	Cir 0343 du 2002	REGLEMENTATION DU PROGRAMME D'ACTIVITES DES TACHES A ACCOMPLIR DURANT	Processus enseign appren éva	

N°	Typologie	Références	Objet	Domaine	Observations
			LES SEANCES D'ANIMATION PEDAGOGIQUE		
78	Arrêté	2013-13	Portant généralisation de la mise en œuvre de la mesure d'exonération des frais de contribution scolaire des élèves filles des classes de premier cycle des établissements publics de l'enseignement secondaire général du Bénin	Variables individuel apprenant	
79	Arrêté	2016-041	Portant allocation aux établissements publics de l'ESG du Bénin de subvention des frais de contribution scolaire des élèves filles par classe du 1er cycle	Variables individuel apprenant	
80	Arrêté	2017-015 du 21/02/2017	Portant allocation à l'ESG de subvention des frais de contribution aux élèves filles du premier cycle	Variables individuel apprenant	
81	Loi	2003-17 du 11/11/2003	Orientation de l'éducation nationale en RB	Variables individuel apprenant	
82	Loi	2005-33 du 06/10/2005	Modification de la loi 2003-17 du 11/11/2003 portant orientation de l'EN en RB	Variables individuel apprenant	
83			Lycée des jeunes filles	Variables individuel apprenant	A rechercher
84			Convention sur le handicap	Variables individuel apprenant	A rechercher
85	Code	Loi 2015-05 du 08/12/2015	Code de l'enfant	Variables individuel apprenant	
86	Loi	2017-6	LOI PORTANT PROTECTION ET PROMOTION DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPEES EN REPUBLIQUE DU BENIN	Variables individuel apprenant	Papier
87	Arrêté	Arrêté N°2018/093/MEST FP du 27/06/2018	Création, organisation et fonctionnement du Regroupement pour la Promotion du Genre en Milieu Scolaire (RPGMS)	Variables individuel apprenant	Papier
88	Décret	2017-389 du 04/08/2017	Création et mise en place de la CPSFESU	Santé sécurité environnement	
89	Arrêté	2016-154 du 31/03/2016	Sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les établissements publics et privés d'ESGTP	Santé sécurité environnement	
90	Arrêté	2012 N° 259	Sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les établissements publics et privés d'Enseignement Secondaire Général, Technique et Professionnel	Santé sécurité environnement	Abrogé par 154 , Papier confer fichier
91	Arrêté	2015 N°499	Création et composition du comité technique chargé du suivi de la mise en œuvre du projet d'introduction de l'éducation à la santé sexuelle dans les curricula des Enseignements Primaires, Secondaire Général, Technique et Professionnel.	Santé sécurité environnement	Papier

N°	Typologie	Références	Objet	Domaine	Observations
92	Arrêté	2015 N° 501	Institution charte de bonnes conduites protection des élèves contre abus sexuels	Santé sécurité environnement	
93	Arrêté	2008 N° 204	Institutionnalisation du plan d'aménagement de l'espace scolaire	Santé sécurité environnement	Papier
94	Arrêté	2004 N° 9	AOF DES CLUBS D'EDUCATION ET D'INFORMATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT ET DE POPULATION POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE EN MILIEU SCOLAIRE	Santé sécurité environnement	
95	Note de service	Note de service N° 370 /MESTFP du 22/11/2018	Interdiction du Châtiment Corporel dans les établissements publics d'enseignement secondaire	Santé sécurité environnement	Papier
96	Arrêté	Arrêté N°2018/093/MEST FP du 27/06/2018	Création, organisation et fonctionnement du Regroupement pour la Promotion du Genre en Milieu Scolaire (RPGMS)	Santé sécurité environnement	Papier
97	Règlement intérieur	2016-156 du 31/03/2016	Règlement intérieur des Etablissements d'ESG et ETFP	Santé sécurité environnement	
98	Code	Loi 2015-05 du 08/12/2015	Code de l'enfant	Santé sécurité environnement	